

Gilles Olakounlé Yabi

***CHANGER D'AVENIR EN
AFRIQUE DE L'OUEST
LE PARI DU WATHI***



LE THINK TANK CITOYEN
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

«Personne ne devrait avoir peur de changer le monde
pour le rendre meilleur»

Nelson Mandela
(1918-2013)

Avant-propos

Une année qui se termine. Le sentiment que les années défilent de plus en plus vite. Le sentiment que le temps qui passe est notre adversaire, qu'il s'oppose à la réalisation de nos rêves, à l'accomplissement de nos volontés, à la complétude de nos vies. Une année qui se termine et une autre qui commence dans une Afrique de l'Ouest partagée entre angoisse et espérance. Angoisse, à cause de nouveaux virus, de nouvelles formes de violence et d'une série de rendez-vous électoraux crispants. Espérance suscitée par l'énergie, la créativité, la combativité et la joie de vivre de millions de jeunes femmes et de jeunes hommes qui ne comptent sur personne d'autre qu'eux-mêmes pour s'offrir un avenir meilleur. Et qui commencent à donner des signaux clairs à leurs gouvernants, à leurs élites, à tous les puissants, qu'ils ne se laisseront plus dominer.

Les pages qui suivent proposent un regard personnel sur cette Afrique de l'Ouest indissociable des autres régions du continent et ouverte sur le monde. Un regard personnel, donc forcément incomplet, tronqué, biaisé, critiquable. Mais ce diagnostic de la région, c'est avant tout une invitation à transformer la multiplicité de nos regards individuels sur l'état de nos pays et de nos sociétés, à transformer la somme de nos frustrations, de nos déceptions, de nos envies, de nos attentes et de nos ambitions en une nouvelle aventure collective. Nous ne dompterons jamais le temps. Mais en nous remettant à croire en la possibilité de changer le monde par la réflexion et l'action collectives, nous pouvons nous offrir le sentiment réconfortant d'imprimer une marque, aussi légère soit-elle, sur notre temps. Celui de chacune de nos vies.

1

Ce que nous enseigne Ebola

Un mauvais hasard a voulu que j'écrive ces lignes au moment où l'Afrique de l'Ouest fait le bonheur des vendeurs d'eau de javel, de chlore et de gels antimicrobiens pour les mains, des vrais comme sans doute de nombreux faux. L'Afrique de l'Ouest est aux prises avec la maladie à virus Ebola, la plus grave crise sanitaire jamais provoquée par ce virus qui avait jusque-là frappé dans des zones forestières d'Afrique centrale, loin des centres urbains. Comme si cette région du continent avait besoin d'une crise sanitaire qui se prolongera inévitablement en crise socioéconomique grave. L'emballement médiatique magnifié par la mondialisation s'est traduit par une psychose aussi dévastatrice que le méchant virus lui-même.

L'épidémie est un monstrueux drame humain. Aucun doute là-dessus. Si j'étais Libérien ou Sierra Léonais et avais de fortes chances de connaître un parent ou un ami contaminé ou exposé, je n'aurais sans doute ni le cœur ni l'esprit à évoquer la psychose et une certaine démesure médiatique qui font payer à toute la région ouest-africaine, voire à toute l'Afrique subsaharienne, le coût réel d'Ebola. Plus que jamais, l'Afrique, toute l'Afrique, est associée dans beaucoup d'esprits à la maladie, à la souffrance, à la désespérance et à la mort. Associée à la dépendance extrême aussi.

Au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée, c'est une organisation non gouvernementale (ONG) internationale, Médecins Sans Frontières (MSF), qui a été pendant plusieurs mois à l'avant-garde de la lutte contre Ebola. C'est elle que l'on a entendue le plus sur les ondes et c'est elle qu'on a beaucoup écoutée lors des sommets de crise qui se sont multipliés une fois l'épidémie déclarée et installée. C'est elle qui est effectivement sur le terrain avec les risques vitaux que cela implique pour ses employés. MSF est une ONG puissante, très bien organisée, compétente, engagée, efficace, mais elle reste une ONG. Elle n'a pas vocation à gérer aussi bien au plan stratégique qu'opérationnel une crise sanitaire majeure dans des pays a priori dotés d'un Etat et de systèmes de santé.

Et pourtant, c'est le spectacle auquel a on assisté en Afrique de l'Ouest en ce second semestre de l'année 2014. Les Etats-Unis, la France, la Chine, Cuba,

l'Union européenne, la fameuse « communauté internationale » a fini par se mobiliser pour donner de l'argent, envoyer du matériel médical, des équipements de protection, du personnel médical formé aux pays les plus touchés. Les Etats-Unis ont même envoyé des centaines de militaires au Liberia pour mener la bataille contre ce terroriste insidieux qu'est le virus Ebola, en construisant notamment des hôpitaux spécialisés. On a tous intérêt à ce que cette guerre-là soit gagnée au plus vite par tous ceux qui viennent en aide à la région, quels qu'ils soient. Cela ne doit pas nous empêcher de nous poser des questions sur ce que la tragédie Ebola nous dit sur l'état de notre région. Elle nous dit deux choses au moins.

Elle nous révèle, ou nous rappelle au cas où on en douterait encore, qu'un certain nombre de pays et Etats de la région ne sont pas simplement faibles et fragiles mais extrêmement faibles et dangereusement fragiles. Ils peuvent être détruits dans ce qu'ils ont de plus précieux, la vie des femmes, des hommes et des enfants qui y vivent, en quelques mois, par un virus qui est certes terrifiant mais qui n'est absolument pas nouveau. Ce qui a tué massivement et continue de tuer au Liberia, en Sierra Leone et en Guinée, c'est d'abord l'extrême faiblesse des systèmes nationaux de santé, et derrière cela, c'est l'extrême faiblesse et le fonctionnement réel des Etats. Ce n'est pas seulement la maigreur des moyens matériels et des ressources humaines qui est en cause. Ce sont aussi autant de choses que la vision politique, l'éthique dans l'action publique, l'organisation des systèmes de santé, celle de l'ensemble de la machine étatique et leur crédibilité aux yeux des populations qu'ils sont censés servir.

La guerre contre cette épidémie d'Ebola sera gagnée. Mais si rien ne change dans le fonctionnement de ces pays pour que pauvreté ne rime pas avec une incapacité totale de ces Etats à agir et réagir, tout autre vilain microbe mortel et contagieux qui débarquera dans ces pays y sèmera la même désolation que l'ennemi Ebola. La communauté internationale viendra éteindre l'incendie et s'en ira. Elle ne s'attaquera pas, et ce n'est pas sa vocation, aux pratiques humaines quotidiennes qui ont maintenu ces pays d'Afrique de l'Ouest à peu près dans le même état de fragilité qu'au sortir des guerres civiles des années 1990-2003.

Ebola nous montre aussi, au cas où nous n'y croyions jusque-là qu'à moitié et de manière théorique, que les sorts des peuples de tous les pays d'Afrique de l'Ouest sont liés. Les sorts dans le sens le plus concret du terme, celui de la survie physique des humains. Nous savions bien sûr que les femmes et les hommes de la région bougeaient beaucoup d'un pays à l'autre, que la mobilité surtout par la route pour la grande masse des pauvres et par les airs, pour une minorité de classes sociales supérieures, était une réalité bien ancrée dans la longue histoire de l'Afrique de l'Ouest et des régions contiguës. Nous le savions mais nous n'avions pas réalisé à

quel point cette mobilité exposait chaque pays aux maladies des autres. Maladies politiques, maladies socioéconomiques, et maladies au sens premier du terme.

Fermetures de frontières, réouverture des frontières, suspension des vols internationaux, mises en quarantaine de pays, de régions entières d'un pays, de quartiers de ville, Ebola a semé la panique et désorienté au plus haut niveau de tous les Etats d'Afrique de l'Ouest et même au-delà. Faut-il enfermer les voisins et leurs malades chez eux et verrouiller toutes les entrées ? Peut-on même y arriver ? Pendant combien de temps ? Quelles sont les conséquences économiques pour les voisins et pour soi-même ? Quid de la solidarité au sein d'espaces régionaux fortement institutionnalisés comme l'est la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ? Quelle réalité revêt cette solidarité régionale proclamée si c'est le sauve-qui-peut qui dicte les mesures unilatérales des uns et des autres quand frappe une crise sanitaire ?

Le jour où les autorités de Dakar ont annoncé l'arrivée d'un malade porteur du virus Ebola au Sénégal, un étudiant guinéen contaminé dans son pays avant de prendre la route du pays voisin, j'ai lu quelques-unes des réactions des internautes anonymes sur les sites d'informations les plus populaires du pays. La plupart traitaient le malade guinéen qui avait sciemment dissimulé sa contamination par Ebola de criminel. Certains estimaient que les autorités sénégalaises devaient laisser mourir le malade, sinon l'y aider, afin de décourager tous les Guinéens contaminés qui seraient tentés de s'infiltrer au Sénégal pour venir se faire soigner, avec de meilleures chances de survie qu'à Conakry. Réactions qui font froid dans le dos, mais réactions ô combien prévisibles. Confrontés à la peur de mourir, sommes-nous toujours capables de conserver nos principes moraux les plus fondamentaux, voire notre raison ? Qui veut voir Ebola débarquer dans son pays ? Qui n'a pas peur d'Ebola ?

Quelques jours avant l'épisode sénégalais, j'étais en vacances familiales à Cotonou, au Bénin. Le virus venait de faire son apparition à Lagos, métropole nigériane très proche de la capitale économique béninoise. Deux cas suspects avaient été annoncés au Bénin. Un ami médecin qui avait repris service le jour de cette annonce m'a raconté avoir trouvé fort peu de collègues personnels de santé à son arrivée à l'hôpital universitaire de Cotonou : les blouses blanches avaient fui l'ombre d'Ebola. Les cas suspects n'ont pas été confirmés. Qui veut mourir d'Ebola ?

Le jeune Guinéen a été soigné avec succès à l'hôpital universitaire de Dakar. Il a survécu à Ebola. Il n'aurait peut-être pas survécu s'il était resté en Guinée à un moment où la prise en charge y était encore balbutiante, le nombre de malades

étant en constante augmentation et les centres de soins adaptés débordés. Il ne serait peut-être jamais arrivé vivant à Dakar s'il n'avait pas dissimulé son état jusqu'à son admission à l'hôpital. Sa décision a été détestable du point de vue de l'intérêt général et de celui du Sénégal qui avait rejoint, à cause de ce seul cas, la liste noire des pays touchés. Mais cette décision lui a peut-être sauvé la vie. Sommes-nous absolument sûrs que nous aurions tous agi différemment ? La vie n'est pas facile et agréable tous les jours, mais qui veut mourir d'Ebola, et qui veut mourir tout court ?

Ce que nous a montré le plus clairement possible le virus Ebola dans sa saga macabre en Afrique de l'Ouest, c'est qu'il est illusoire de penser se protéger des maladies de nos voisins en nous barricadant. En isolant les pays malades. Cela ne marche pas. Nous pouvons tous être malades. Nous sommes tous des malades en puissance. Ebola ou un autre virus malin aurait pu apparaître ailleurs qu'en région forestière guinéenne aux confins du Liberia et de la Sierra Leone. Ce n'est pas en indexant et en accablant les pays les plus fragiles de la région, et la liste ne s'arrête certainement pas aux trois grandes victimes de l'épidémie Ebola, que les pays qui sont un peu mieux lotis, ou pensent l'être, garantiront une bonne santé, la paix et la sécurité à leurs populations.

La solidarité régionale n'est pas qu'une exigence morale. Elle est d'abord dictée par l'intérêt bien compris de chacun et de tous, celui de la survie et de la résilience des sociétés ouest-africaines. Notre compréhension de la citoyenneté doit par conséquent changer. Le Ghanéen devrait se préoccuper non seulement des problèmes de son pays, mais aussi de ceux de tous les pays voisins, immédiats ou non. L'Ivoirien devrait se préoccuper des perspectives de stabilité de son pays, mais il devrait aussi se sentir concerné par les problèmes du Burkina Faso, du Mali, de la Guinée, du Liberia et même du Nigeria qui peut lui sembler bien loin. Le Malien a de très bonnes raisons de s'interroger sur la situation dans le nord de son pays, mais il devrait aussi suivre avec intérêt les développements en Mauritanie, en Algérie, au Burkina Faso, au Niger, mais aussi en Guinée Bissau...

L'effondrement de l'Etat dans n'importe quel pays d'Afrique de l'Ouest, ou dans un des pays qui sont aux frontières de cette région comme le Cameroun, la Mauritanie ou le Tchad, menacera gravement la santé, la sécurité et la stabilité de tous les autres. Voilà ce que le virus maudit a rappelé à tous. On ferait mieux de ne plus jamais oublier que nos sorts sont irrémédiablement liés.

2

Ce que nous dit Boko Haram entre deux bombes

Le hasard, mauvais aussi celui-là, a voulu que j'écrive ces lignes au moment où une bonne partie du monde a fini par entendre parler de l'existence d'un groupe appelé Boko Haram dans un pays qui s'appelle le Nigeria, pays le plus peuplé du continent africain. C'est grâce aux fameux réseaux sociaux, Twitter en particulier, que le monde a découvert une tragédie meurtrière qui se joue au nord du Nigeria depuis plusieurs années. « Bring Back Our Girls », ou « Ramenez nos filles », c'est ce slogan tweeté et retweeté aussi bien par des stars que par des milliers d'anonymes de par le monde qui a attiré l'attention internationale sur un groupe armé islamiste insaisissable qui a multiplié des attaques terroristes dans plusieurs Etats du nord-est de la fédération nigériane, faisant des milliers de morts parmi les populations civiles.

Les premières dames, à commencer par l'Américaine Michelle Obama, des stars de Hollywood, des ex-épouses de président, et bien d'autres leaders d'opinion internationaux, africains, nigériens, ont réclamé le « retour de nos filles », plus de 200 filles enlevées par Boko Haram en avril 2014. La « communauté internationale », c'est-à-dire les puissances dominantes de la planète, et le gouvernement fédéral nigérian n'ont pas eu d'autre choix que de réagir à cette mobilisation virtuelle soudaine. Des sommets et des réunions ont eu lieu à Paris et Londres pour trouver des moyens concrets d'aider le Nigeria à retrouver les filles enlevées et mettre fin à la campagne meurtrière de Boko Haram.

Plusieurs mois plus tard, les pauvres filles kidnappées à Chibok, et promises selon le leader de Boko Haram à la conversion forcée à l'Islam authentique et au mariage, n'avaient toujours pas été retrouvées. Les médias qui avaient abondamment relayé la mobilisation Bring Back Our Girls sur les réseaux sociaux sont passés à autre chose. Entre-temps, les animateurs les plus actifs des réseaux sociaux, et les médias internationaux, se sont tournés vers les événements dramatiques en Syrie et en Irak. Les événements au Moyen-Orient, ainsi que le conflit en Ukraine ont montré à quel point la propension des sociétés humaines à la violence cohabitait sans aucun mal avec une accumulation matérielle et un progrès technologique sans précédent. Et avec ce faux sentiment de conscience et d'empathie

universelles procuré par l'accès à une avalanche d'informations internationales quotidiennement servies par les chaînes de télévision et de radio « mondiales ».

Toujours est-il que Twitter et Facebook n'ont pas ramené les Nigériennes enlevées et n'ont pas affaibli Boko Haram. Le groupe a multiplié les attaques et entrepris de prendre le contrôle d'un territoire de plus en plus vaste allant du nord-est du Nigeria aux zones frontalières du nord du Cameroun. Longtemps focalisés sur le Nigeria, Boko Haram et ses probables excroissances sont devenus depuis une menace grave et immédiate pour la stabilité du Cameroun. La mobilisation citoyenne internationale stimulée par les réseaux sociaux sur Internet a sans doute poussé à de nouvelles promesses d'aide concrète militaire et sécuritaire des partenaires occidentaux du Nigeria à la lutte contre Boko Haram sur le terrain. Des décisions ont été prises dans ce sens à Paris, Londres et Washington DC, en présence de hautes autorités du gouvernement nigérian. Plusieurs mois plus tard, il y a peu de signes d'une amélioration de la situation sécuritaire et humanitaire au nord-est du Nigeria.

En réalité, à l'approche d'élections présidentielles et générales dans un pays où des centaines de personnes ont été tuées au lendemain des élections précédentes en 2011, pourtant jugées moins truquées que les précédentes, c'est à un nouveau déferlement de violences qu'on s'attend au premier trimestre 2015, et pas seulement au nord-est. Que Boko Haram soit enfin affaibli ou non par les armées nigérienne et camerounaise ne changera probablement pas grand chose au bilan humain prévisible des batailles politiques à venir dans ce pays où l'accès à une portion de l'immense rente pétrolière est une affaire de vie ou de mort.

Ce que nous dit la tragédie du Nord-Nigeria, c'est qu'aucune nouvelle technologie, aucune mobilisation bruyante sur les réseaux sociaux et les médias, aucune aide militaire ou logistique, ne saurait constituer une réponse efficace à une situation catastrophique créée par des décennies d'indifférence à une montée de toutes les formes d'extrémisme ou, pire, d'encouragement de l'extrémisme, de la violence et du nihilisme par des élites locales, régionales ou nationales exclusivement concentrées sur la poursuite de leurs intérêts privés.

Réduire l'explication de la crise sécuritaire au nord du Nigeria au fléau de la corruption serait simpliste. Ceux qui ont vécu dans cette partie du pays et ont par exemple enseigné dans les années 1980 dans les universités alors réputées du Nord, comme celle de Zaria, témoignent de l'ancienneté des mouvements islamistes radicaux qui se sont progressivement imposés par la violence dans les milieux étudiants et ont fait fuir les esprits libres qui ne voulaient pas assujettir tous les savoirs aux dogmes religieux. Le ferment de l'intolérance religieuse n'est pas nécessairement un produit de la corruption et de la faillite des Etats.

Mais sans l'ampleur abyssale atteinte par la corruption, et sans l'ignorance totale, sinon le mépris profond, de l'intérêt général qui caractérise les pratiques politiques, économiques et sociales des acteurs dominants du pays depuis des décennies, les idéologies sectaires les plus dangereuses n'auraient jamais pu prendre pied aussi solidement. Et sans la corruption et le cynisme des riches et des puissants, on ne peut pas expliquer le spectacle désastreux offert par les forces armées de la grande puissance africaine, débordées par les criminels de Boko Haram, craintes pour leurs exactions récurrentes par les populations civiles qu'elles sont censées protéger et accusées publiquement d'incompétence et de corruption par leurs partenaires internationaux comme les Etats-Unis.

La situation du nord-est du Nigeria en 2014, tout comme celles, tout autant marquées par une banalisation de la violence et du crime, du Delta du Niger ou du Middle Belt où les massacres à dimension ethnique mais profondément politiques font des centaines de morts chaque année, sont le résultat de décennies de renonciation collective des élites du pays à tenter de donner du sens à l'appartenance à une nation extrêmement diverse en l'unissant derrière quelques valeurs communes. La fabuleuse manne pétrolière a constitué le ciment de cette œuvre de destruction ou plus exactement de non construction d'une fédération nigériane dont l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique toute entière aurait pu, et aurait dû, être fière.

Mais combien sommes-nous en Afrique de l'Ouest à nous interroger avec angoisse sur les perspectives politiques et sécuritaires du Nigeria et de ses 170 millions d'habitants ? Même en se limitant aux cercles des dirigeants politiques et de ceux qui les conseillent et les influencent, combien dans la région suivent avec une réelle attention et essaient de comprendre les dynamiques nigérianes ? Les voisins immédiats suivent quelque peu la situation et s'inquiètent notamment de la dimension prise par le terrorisme de Boko Haram après des années d'indifférence. Le Nigeria leur fait peur, – ce n'est généralement pas nouveau –, mais la peur ne sert ni à se prémunir des risques immédiats, ni à se projeter vers l'avenir et à élaborer des stratégies de long terme.

La réalité est pourtant bien simple : le jour où les tensions internes du Nigeria dépasseront un certain seuil, que personne ne connaît à l'avance, les mouvements massifs de populations hors des frontières seront inévitables et les conséquences seront incalculables pour ses voisins et pour toute l'Afrique de l'Ouest. Que l'on aime ou pas le Nigeria, que l'on en ait peur ou pas, n'a aucune importance. Lorsqu'on vit en Afrique de l'Ouest et qu'on veut continuer à y vivre en paix pendant les décennies à venir, on doit s'intéresser à l'évolution du Nigeria et travailler ensemble à ramener ce pays sur une trajectoire plus rassurante que celle qu'elle emprunte actuellement.

Par ailleurs, de la même manière qu'il est vain et inconséquent d'accabler les pays frappés au cœur par Ebola et d'espérer les isoler totalement pour se protéger, il est vain et inconséquent de considérer le Nigeria, le pays qui abrite le siège et constitue le socle de la CEDEAO, comme un pays déviant et effrayant dont il faudrait se protéger. En réalité, les défis auxquels fait face le Nigeria, et les principales tares qui alimentent la violence et la fragmentation de sa société, ne sont pas différents de ceux des autres pays de la région. Est-on bien sûr, par exemple, que le niveau de corruption serait très différent de celui du Nigeria dans nombre de petits pays d'Afrique de l'Ouest s'ils bénéficiaient également depuis les premières années de leur constitution comme Etat indépendants d'une rente pétrolière équivalente ?

3

Ce que nous rappellent les casques bleus et les 4x4 blancs

Un hasard, affligeant pour notre prétention à la dignité et à l'indépendance, – on verra pourquoi plus loin –, a voulu que j'écrive ces lignes quelques semaines après une courte visite à Bamako, la deuxième après la fin de la transition post-coup d'Etat. J'étais ravi de retrouver de nombreux amis résidents de longue date à Bamako et quelques autres arrivés au cours des derniers mois pour prendre fonction au sein de la Mission des Nations unies au Mali (MINUSMA). Nombre des fonctionnaires de cette nouvelle mission onusienne croient profondément et sincèrement au mandat et aux responsabilités qui leur sont assignés et n'y sont pas seulement pour les avantages offerts par les Nations unies. Ils veulent travailler dur, et prendre des risques, pour aider le Mali à sortir de la crise multiforme dans laquelle il s'est engouffré depuis janvier 2012.

A Bamako, on est certes loin de la pesante incertitude sécuritaire qui continue à planer sur les régions de Tombouctou, Gao et Kidal dans le nord de ce vaste pays. Dans la capitale, pas d'attentat, pas d'explosion de mines, pas de tirs de roquettes de jihadistes présumés. On espère que cela durera. Le Bamako de fin 2014 ressemble beaucoup à première vue à celui où j'ai vécu en 2009 et 2010. En réalité, il a changé. Le changement le plus visible, c'est l'apparition de la flotte de véhicules 4 x 4 Toyota blancs frappés du sigle « UN » des Nations unies et leur agglomération dans le périmètre de l'hôtel Amitié au cœur du centre ville de Bamako, en face du siège de l'Office de Radiodiffusion et de Télévision du Mali (ORTM).

Privilegié conscient de l'être dans une ville où la majorité des résidents se battent au quotidien pour avoir de quoi assurer les besoins fondamentaux, j'avais l'habitude de fréquenter l'hôtel Amitié au plus chaud de l'année pour sa belle piscine. Voir le plus grand hôtel de Bamako qui abritait toutes les semaines des conférences et ateliers régionaux transformé en quartier général d'une mission de maintien de la paix des Nations unies produit un désagréable pincement au cœur. Je n'ai rien contre les missions de paix des Nations unies qui font ce qu'elles peuvent pour aider les pays où elles s'installent, mais « ce qu'elles peuvent » est rarement décisif pour la consolidation durable de la paix.

Chacun sait au Mali qu'une mission de cette envergure ne s'installe pas pour un ou deux ans mais pour près d'une décennie. Ou plus. Chacun sait également, y compris au sein de la MINUSMA, que personne ne sait ce qu'une telle mission pourra réaliser dans un contexte passablement complexe d'imbrication de menaces terroristes, de revendications identitaires, de croisement d'intérêts antagonistes et opportunistes d'une multitude d'acteurs locaux et étrangers et de persistance des modes de gouvernance politique qui maintiennent l'Etat malien dans un grave état de faiblesse généralisée.

Si une mission de maintien de la paix de l'ONU, avec ses gros véhicules et les inévitables effets collatéraux associés au débarquement de centaines de fonctionnaires internationaux au pouvoir d'achat conséquent, s'est installée dans une nouvelle capitale ouest-africaine, après Monrovia, Freetown et Abidjan, c'est parce la région semble faire tout ce qu'elle peut pour créer les conditions d'un approfondissement de sa vulnérabilité et de sa dépendance à l'égard de la « communauté internationale ». La crise au Mali n'a pas exposé seulement la faillite d'un des Etats de la région. Elle a exposé la vulnérabilité collective d'une Afrique de l'Ouest dont les dirigeants politiques et militaires sont pétrifiés face à l'ampleur des menaces sécuritaires.

L'Afrique de l'Ouest n'est certes pas responsable du désastre libyen, aux conséquences dévastatrices et durables sur la sécurité de l'espace sahélo-saharien et au-delà. On connaît les principaux responsables de la désintégration de la Libye, le régime de Kadhafi lui-même et ses anciens amis d'Occident, partenaires d'affaires et fournisseurs d'armes qui ont décidé de l'éliminer brutalement sans se soucier des conséquences sécuritaires désastreuses parfaitement prévisibles pour la Libye, tous les pays voisins et une large partie du continent. Mais cela ne change rien à la réalisation affligeante de l'incapacité collective de l'Afrique de l'Ouest, et du continent, à faire face à l'adversité.

La crise au Mali et ses évidents prolongements dans le Sahel, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord, a créé un boulevard pour un nouvel interventionnisme militaire extérieur sur le continent, incarné par le dispositif français Barkhane dans le Sahel, successeur de l'opération Serval limitée au Mali. Dans le voisinage du Sahel ouest-africain, la République centrafricaine est, elle aussi, devenue en 2014 le pays d'accueil d'une nouvelle mission de maintien de la paix de l'ONU en Afrique... et d'une nouvelle opération militaire française, Sangaris. Que dire ? Comment s'en offusquer ? Comment le regretter ? Peut-on en vouloir à la France et crier à l'impérialisme et au néocolonialisme après ses interventions militaires au Mali et en République centrafricaine (RCA) ?

En RCA, acteurs nationaux, voisins opportunistes, puissances régionales, réseaux criminels transnationaux se sont donné la main pour enfoncer un pays qui ne s'est jamais réellement construit dans un terrible déferlement de violences. En trois ans, le résultat est là : une large bande de l'Afrique, de l'Ouest à la Corne, a vu la violence armée et l'insécurité prendre de nouvelles formes et a, de fait, invité à un accroissement de la présence militaire extérieure sur son sol et dans son ciel. J'ai peut-être tort. Mais je ne suis pas sûr que la banalisation de la présence de gros porteurs des armées française et américaine dans les aéroports civils de la région soit de bon augure pour l'avenir. Je ne suis pas sûr que l'installation de bases de drones américains et français en Afrique de l'Ouest soit une excellente nouvelle pour les populations de la région. Je n'en suis pas certain. Mais je peux me tromper. J'aimerais beaucoup me tromper.

Ce que nous ont offert les « hommes et les femmes intègres »

Un hasard, plutôt heureux celui-là, il en était temps, a voulu que j'écrive ces lignes quelques semaines après l'IPD, comme on l'appelle à Ouagadougou. L'insurrection populaire démocratique. Celle qui a fait tomber le doyen des chefs d'Etat en exercice en Afrique de l'Ouest, Blaise Compaoré, après 27 années au pouvoir. Victime de son entêtement à rester aux commandes du Burkina Faso par une énième manipulation de la Constitution de son pays, isolé et déconnecté de la réalité dans son palais de marbre vert de Kosyam, le grand tacticien froid a dû quitter son pays comme un riche brigand. Dans un convoi d'une trentaine de véhicules tout terrain et de grosses berlines allemandes. Protégé par le régiment de sécurité présidentielle, exfiltré par les forces françaises puis transféré à Yamoussoukro, en Côte d'Ivoire. C'est ainsi que prit fin le long règne du président Compaoré, incontournable médiateur, et acteur, de toutes les crises ouest-africaines ou presque de ces quinze dernières années.

N'est-il pas trop tôt pour se réjouir de la « révolution burkinabè », alors qu'une transition délicate vient seulement de commencer, qu'elle n'est pas à l'abri de l'influence de militaires ayant servi jusqu'au bout le président déchu, et que d'anciens hommes clés du système Compaoré, qui ont su abandonner le navire avant qu'il ne coule, sont capables de récupérer le pouvoir au sortir de la transition ? Faut-il se réjouir dès maintenant de l'IPD alors que la chute de Compaoré et l'éventuel démantèlement de son système efficace de surveillance du territoire et de son réseau d'alliances dans toute l'Afrique de l'Ouest et dans le Sahel, peuvent fragiliser effectivement le pays et la région dans une période de grande vulnérabilité ?

Oui, le départ forcé de Compaoré est une bonne nouvelle. Il aurait pu tranquillement terminer son mandat en novembre 2015 et partir à peu près dignement. Encouragé par la famille, le clan et tous les autres opportunistes bien plus soucieux de la conservation des fortunes accumulées que par l'avenir personnel du président, ce dernier a tenté un passage en force aussi formellement légal que profondément immoral. Il a joué et il a perdu. Il n'a pas perdu à cause d'un simple concours de circonstances favorable aux masses populaires qui ont envahi les rues de Ouagadougou.

Il n'a pas perdu par manque de chance, cette fois. Il a perdu parce que les manifestants

burkinabè ont atteint la masse critique qui permet de surprendre des régimes trop sûrs de leur capacité à faire peur aux citoyens anonymes, à acheter les éventuels leaders d'opinion et à ridiculiser leurs opposants les plus irréductibles. Les manifestants burkinabè n'auraient jamais pu atteindre cette masse critique si une grande variété d'acteurs influents de la société politique et de la société civile n'avaient pas su s'entendre sur une seule chose : le refus de la manœuvre du pouvoir visant à faire sauter la disposition constitutionnelle de limitation des mandats présidentiels.

Mais il n'a pas suffi de s'entendre sur un objectif. Il a aussi fallu organiser une mobilisation active d'une partie conséquente de la population urbaine, largement composée de jeunes. Une telle mobilisation requiert de la stratégie, de la tactique, des plans, des moyens, une capacité à réagir vite et à s'adapter, et une détermination à aller jusqu'au bout. Autant dire que cette mobilisation a été le résultat d'un effort maintenu dans la durée. La réussite de l'IPD, c'est celle d'une revendication de changement certes, mais c'est aussi celle de l'action collective et celle du travail. C'est pour cela qu'il faut s'en réjouir. C'est pour cela que le signal donné par les acteurs du changement au Burkina est positif et fort pour tous les autres pays de la région et du continent où les dirigeants vont trop loin dans leur attitude condescendante et méprisante à l'égard de leurs concitoyens.

Heureusement, ils ne sont plus si nombreux les pays africains qui sont dans cette catégorie. En réalité, le Burkina Faso faisait partie des rares pays d'Afrique de l'Ouest qui n'avaient pas connu d'alternance démocratique depuis le début des années 1990. Il faisait partie de ces pays dont les présidents ont su accepter la libéralisation politique tout en s'assurant qu'elle ne changerait rien à l'essentiel : leur maintien au pouvoir. Le Burkina ne fera que rejoindre le groupe majoritaire de pays africains où l'alternance politique, à la suite d'élections certes à la crédibilité variable, est devenue une réalité depuis de nombreuses années. C'est précisément pour cela qu'il ne faut pas vouloir juger le succès de la révolution populaire burkinabè à l'aune de ce que sera le Burkina Faso après la transition.

Rien ne garantit que les futurs dirigeants élus démocratiquement sauront satisfaire les attentes des populations en matière de sécurité et d'amélioration de leurs conditions économiques. Un changement de régime n'est pas facile à obtenir. Mais un changement radical et durable de la gouvernance d'un pays est encore plus difficile à provoquer. Les acteurs du « coup de balai » de Ouagadougou le savent : si leur objectif est de bâtir un nouveau Burkina, beaucoup moins corrompu, plus équitable et plus agréable à vivre, le travail ne fait que commencer. Cela n'enlève rien au caractère absolument salutaire et rafraichissant de l'insurrection populaire démocratique du 30 octobre 2014.

Ce qui n'émerge pas de l'émergence

Un hasard, heureux lui aussi, a voulu que j'écrive ces lignes au moment où « ça émerge » de partout. C'est ce qu'on entend dans tous les discours de chefs d'Etat ou de gouvernement. Ils sont nombreux les pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre qui proclament qu'ils sont sur la voie de l'émergence économique. Ils se dotent de plans pour atteindre la fameuse émergence à un horizon de cinq ou dix ans, rarement au-delà. Les objectifs sont ambitieux, les détails des plans présentés aux forums d'investisseurs internationaux sont séduisants et les maquettes des futures infrastructures devant symboliser l'entrée de ces pays africains dans le club des émergents aux côtés de nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine sont magnifiques. Elles présentent des tours urbaines, des aéroports, des centres commerciaux à l'américaine, des autoroutes qui s'entrecroisent et se superposent, des centres universitaires d'excellence, des hôpitaux hyper équipés...

Dans l'Afrique de l'Est anglophone, des pays comme le Kenya, l'Ouganda ou la Tanzanie semblent plus avancés que ceux d'Afrique de l'Ouest et du Centre sur le chemin de l'émergence économique. Leurs infrastructures ont déjà connu au cours des quinze dernières années des améliorations significatives. Certains de leurs grands projets structurants et porteurs d'une intégration régionale est-africaine réelle sont passés de l'étape des maquettes et des discours à celle du lancement effectif des travaux. Leurs économies locales paraissent moins dépendantes de l'activité de quelques grandes entreprises étrangères que celles des anciennes colonies françaises. A l'est et au sud du continent, les investisseurs étrangers paraissent aussi plus diversifiés. Ils viennent en grand nombre de Chine, d'Inde, de Malaisie, de Thaïlande, de Turquie, du Brésil et de bien d'autres pays pour explorer les opportunités de gagner de l'argent, beaucoup d'argent, dans cette partie de l'Afrique qui « bouge ».

Le slogan « Africa Rising » a remplacé en 2011 la sentence désespérante et méprisante du « Hopeless Continent » que le même magazine du business globalisé, The Economist, avait asséné en 2000. On ne compte plus depuis quelques années les forums d'affaires dans différents secteurs, des télécommunications aux mines en passant par l'agro-industrie, organisés dans les beaux hôtels des capitales du continent, mais aussi à Genève, Londres, New York ou Paris.

Les entreprises spécialisées dans l'évènementiel qui les organisent, et dont la plupart sont étrangères au continent, ont à l'évidence flairé les opportunités du marché du nouvel optimisme africain. Les proclamations de l'émergence en cours ou imminente sont aussi justifiées par la « découverte » de l'existence de classes moyennes africaines montantes, consommatrices de biens et de services « modernes » et moteurs incontestables de changements économiques mais aussi sociaux, culturels et politiques majeurs dans leurs pays.

Personne ne sait vraiment combien d'Africains appartiennent à ces classes moyennes, dans la mesure où on ne sait pas quels critères adopter pour les distinguer de la catégorie des pauvres et de celle des riches, dans un contexte d'incapacité évidente des appareils statistiques nationaux à capter les réalités économiques de leurs pays. Pour la Banque africaine de développement (BAD), 34 % des Africains soit 370 millions d'âmes appartiendraient désormais à une classe moyenne qui prend en compte autant des personnes dont les revenus se situent juste au-dessus du seuil de pauvreté que celles dont les revenus flirtent avec ceux qui appartiennent sûrement au groupe des riches. L'approche statistique est discutable mais on ne peut contester la réalité de l'émergence d'une classe, bien plus fournie qu'il y a seulement une dizaine d'années, de femmes et d'hommes qui disposent à peu près de tous les biens et services matériels auxquels ont accès les classes moyennes des autres régions du monde et qui vivent en tout cas une vie simple mais agréable.

Les réalités, et encore davantage les dynamiques économiques et sociales actuelles des pays africains, sont trop complexes pour s'accommoder des perceptions misérabilistes désespérées et désespérantes ou, à l'autre extrême, de la croyance pathétique dans une « émergence » collective rappelant la trajectoire de « développement » des pays qualifiés d'émergents d'Asie et d'Amérique latine, dont les réalités actuelles sont elles-mêmes fort contrastées. L'Afrique de l'Ouest actuelle, comme l'Afrique subsaharienne dans son ensemble, ne peut se résumer ni au constat d'un échec uniforme de la croissance et du développement humain, ni à celui de la certitude de l'entrée de cette région dans une nouvelle ère d'émergence et de prospérité.

En s'inspirant du mot célèbre de l'écrivain nigérian et Prix Nobel Wole Soyinka, « Le tigre ne proclame pas sa tigritude, il bondit sur sa proie et la dévore », on pourrait dire que « les pays émergents ne proclament pas leur émergence, on découvre qu'ils ont émergé et c'est tout ». Que l'Afrique de l'Ouest soit en train d'émerger ou pas n'a que peu d'intérêt si l'on ne définit pas précisément de quelle émergence il s'agit et vers où les pays qui composent cette région veulent aller. S'agit-il seulement de rêver d'une émergence faite de croissance économique,

d'urbanisation et de flambée de la consommation de biens et services ?
Ou s'agit-il d'une émergence économique inscrite dans un projet politique intégrant toutes les composantes essentielles de ce qui serait une meilleure vie pour les populations de la région ? Avant de s'interroger sur le « où nous voulons aller », question qui est bien peu posée et débattue même dans les cercles intellectuels des capitales ouest-africaines, regardons et essayons de voir à quoi a ressemblé le chemin emprunté par les pays de la région au cours des dix dernières années et les directions qu'ils semblent avoir prises encore plus récemment.

6

Ce qui change un peu, ce qui change lentement, et ce qui ne change pas

Ce qui change depuis une dizaine d'années dans presque tous les pays africains qui ne sont pas englués dans des crises politiques et des conflits violents récurrents, c'est que de vieux projets de constructions d'infrastructures économiques connaissent un début d'exécution. A l'instar de routes transnationales dans chacune des grandes régions subsahariennes, de chemins de fer abandonnés pendant des décennies, d'interconnexion électrique entre pays voisins, d'installation de gazoducs régionaux, d'extension et de modernisation de ports. Ce qui change malgré tout, c'est le niveau moyen de qualification et de compétences dans les grandes entreprises privées et semi-publiques et dans les cabinets ministériels où une poignée de cadres bien formés et travailleurs sont devenus indispensables pour faire le lien entre les agences de coopération bilatérale et multilatérale et des administrations publiques défaillantes et faire avancer les projets décrétés prioritaires par les chefs d'Etat.

Ce qui change malgré tout, c'est que le développement conjugué du secteur bancaire, des institutions de micro-finance, des établissements privés de formation professionnelle et des initiatives disparates de milliers d'ONG en direction de catégories spécifiques de la population ainsi que les réformes économiques laborieusement mises en œuvre par les gouvernements ont eu pour effet d'insuffler un minimum de dynamisme dans des économies locales longtemps atrophées. Derrière ces tendances positives se trouve le relâchement des contraintes du financement de la croissance économique dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne. Ce nouveau souffle financier a été lui-même favorisé par l'allègement significatif du fardeau de la dette extérieure et par les conséquences de la croissance effrénée des puissances dites émergentes, au premier rang desquels la Chine, avide de matières premières et de nouveaux marchés pour son industrie à haute intensité de main d'œuvre... chinoise.

Ce qui change, c'est l'engouement d'une jeunesse nombreuse, dynamique, irrésistiblement attirée par l'ouverture sur le monde que permettent l'Internet et toutes les technologies modernes de l'information. Ce qui change, c'est le stupéfiant

succès populaire de la téléphonie mobile dans les villes et dans les campagnes africaines et la diversité des usages utiles qu'en font toutes les couches sociales. Ce qui change, c'est la coexistence d'une envie de bouger, de rêves d'émigration réussie au sein d'une masse de jeunes désabusés mais parfaitement équilibrés et d'un flux de plus en plus soutenu de retours d'autres jeunes privilégiés, formés à l'étranger, au fait du fonctionnement de l'économie mondiale et convaincus de la possibilité d'allier la recherche d'un bien-être individuel et familial avec leur participation au développement de leurs pays respectifs.

Ce qui change, c'est qu'à Bamako, Cotonou, Abidjan, Lomé, Accra, Lagos, Bobo-Dioulasso, Thiès, Douala, Agadez, Nouadhibou, Ségou, des millions de femmes et d'hommes créent des « micro », des « mini » et des petites entreprises, très majoritairement informelles, recherchent des moyens pour accroître leurs savoirs et leurs savoir-faire et ne comptent sur personne d'autre qu'eux-mêmes pour atteindre le confort de vie auquel ils aspirent. Il existe un sacré réservoir d'énergie humaine pour aller plus loin et plus haut dans une partie du continent, dans les pays et les régions où le bruit des bottes de rebelles, de militaires, d'extrémistes religieux en tous genres et d'entrepreneurs de la violence et de la haine de l'autre n'anéantit pas toute ambition d'aspirer à une vie normale.

Ce qui ne change pas, ou si peu et trop lentement, c'est la conception de la politique comme un jeu à somme nulle dans lequel le clan qui détient le pouvoir peut utiliser tous les moyens sans exception pour conserver la mainmise sur tous les leviers de l'Etat et sur les ressources économiques du pays avec l'assentiment, ou au moins la tolérance tacite d'une grande partie de la population qui n'a souvent connu que ces pratiques politiques antinomiques à la poursuite de l'intérêt général. Ce qui ne change pas ou si peu, c'est la conception des administrations publiques exclusivement comme des machines pourvoyeuses de clientèles politiques, de garanties de paix sociale et d'emplois stables dont les faibles rémunérations officielles vont de pair avec l'absence de la moindre exigence de performance et la banalisation de toutes les pratiques corruptives fournissant des compléments de revenus conséquents.

Ce qui ne change pas ou si lentement, c'est la « morale » transfusée par les élites qui, dans trop de pays africains, ont édifié les Etats postcoloniaux sur le socle de la violence, de l'exploitation des faibles, de la condescendance à l'égard des pauvres et de l'association de la détention du pouvoir politique à un droit de jouissance illimitée de tous les avantages. Ce qui ne change pas et semble se transmettre de génération en génération, au sein des élites, et entre elles et les autres couches de la population, c'est la culture du double langage, du décalage systématique entre le discours et l'action, entre la rhétorique et la réalité, le culte

du mensonge permanent. Ce qui ne change pas, ou pas assez vite, dans la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest et au-delà, c'est la coexistence d'un discours redondant sur la solidarité, la fraternité, le cousinage à l'africaine et des pratiques politiques, économiques, culturelles et sociales claniques, discriminatoires et au fond profondément égoïstes.

Ce qui ne change pas, c'est la préférence collective pour une régulation sociale par la charité ponctuelle et arbitraire des mieux lotis à l'égard des pauvres et des faibles plutôt que la recherche permanente de l'insertion de toutes les couches de la population dans les circuits de production et de distribution des richesses matérielles et immatérielles. Ce qui ne change toujours pas en dépit des slogans et des réformes éternelles défendues et accompagnées par les bailleurs de fonds internationaux, c'est une structure perverse des incitations qui encourage la lutte sans merci pour l'accès aux positions de rente, – en clair des lieux où l'on peut s'enrichir vite sans travail acharné ni innovation –, et décourage l'effort, la créativité et le dynamisme.

Ce qui ne change pas, enfin, c'est cette peur panique de perdre notre identité africaine dès qu'il est question de changer quoi que ce soit de significatif dans notre manière de faire, de penser et de vivre. Comme si seuls les Africains devaient cultiver des traditions immuables et inattaquables parce que léguées par des ancêtres qui vivaient dans un monde bien différent de celui d'aujourd'hui. Comme si les enfants qui naissent tous les jours dans chacun des pays de la région n'avaient pas le droit de prétendre à une autre vie et de nourrir des rêves éloignés de ceux de leurs parents, grands-parents et aïeux. Comme si les valeurs africaines auxquelles on entend s'accrocher envers et contre tout étaient aussi aisées à définir et à citer aujourd'hui.

Comme si ces valeurs jamais clairement définies n'avaient pas été déjà largement entamées par les antivaleurs injectées dans les sociétés par les élites gouvernantes au cours des trois, quatre ou cinq dernières décennies. Comme si chaque génération n'avait pas un droit légitime d'inventaire des valeurs traditionnelles au bout duquel elle en éliminerait certaines, en amenderait d'autres et en créerait de nouvelles correspondant à l'idéal de société auquel elle voudrait tendre.

Ce que nous dit l'état d'une région sur ses élites

Le programme de travail commence à prendre forme. Il est vaste et plutôt effrayant. Les générations actuelles d'Africaines et d'Africains doivent s'assurer que ce qui a déjà commencé à changer en bien depuis une vingtaine d'années sur les plans politique, économique, culturel et social, continue à changer et à un rythme accéléré. Elles doivent aussi et surtout faire bouger ce qui ne change pas ou qui se meut tellement lentement que les effets n'en seront perceptibles que dans un siècle. Voici venu le moment de secouer le tronc du cocotier et, s'il le faut, d'en extirper les racines pourries plutôt que de se limiter aux feuilles rabougries et aux noix desséchées, signes extérieurs d'une mort lente.

Seulement voilà : qui sont, dans chacun des pays ouest-africains, les femmes et les hommes aujourd'hui capables de s'attaquer collectivement à ce chantier ébouriffant ? Pourquoi prendraient-ils des risques individuels importants, y compris physiques, pour révolutionner des systèmes et des fonctionnements injustes et pervers qui font le bonheur au quotidien de milliers de familles politiquement et financièrement puissantes ? Dans les pays africains comme partout ailleurs, il n'y a que très peu de chances pour que les personnes issues des catégories les plus pauvres aient le temps, l'énergie et les capacités de mobilisation indispensables à l'organisation d'actions collectives d'envergure afin d'obtenir des changements radicaux et durables. L'intensité des liens familiaux, claniques, ethniques, religieux, couplée à la concentration de la pauvreté et de la marginalisation dans les zones rurales et périphériques, rend cette perspective particulièrement peu probable en Afrique de l'Ouest.

Pour qu'elle ait une chance de réussite, la dynamique de changement exige l'engagement de groupes de femmes et d'hommes qui peuvent se permettre de prendre le temps de rechercher des informations, de lire, de naviguer sur Internet, de communiquer par téléphone et par courriers électroniques, d'organiser des réunions, d'établir des plans d'action et des budgets, de mobiliser de l'argent, de diviser les tâches, d'élaborer des stratégies, de contourner les obstacles et les pièges, et de faire tous ces efforts dans le cadre d'actions qui ne soient pas

individuellement lucratives. Seules les personnes qui mangent bien et dont les dépendants mangent aussi à leur faim, celles qui ont les moyens de faire face à des dépenses de santé imprévues et n'ont aucune raison de penser que ce confort relatif peut être remis en cause à tout moment, sont capables de s'aventurer dans des actions collectives autres que ponctuelles pour « changer le système » radicalement et durablement dans leur pays.

Ce sont donc bien des personnes des milieux sociaux relativement privilégiés qui peuvent insuffler une dynamique de changement systémique dans les sociétés africaines allant au-delà de révolutions et de ruptures politiques sans lendemain. Ces Africains appartenant aux classes privilégiées n'ont individuellement pas d'intérêt personnel à le faire parce que les systèmes existants les favorisent outrageusement dès lors qu'elles veulent bien s'y intégrer. Et parce qu'elles peuvent toujours, compte tenu de leurs diplômes, de leur savoir-faire réel ou supposé, de leur carnet d'adresses, de leur niveau d'information élevé sur les opportunités existantes dans leur pays et à l'étranger, échapper au système, à ses compromissions et à l'inconfort moral qu'il génère chez les plus scrupuleux.

Si vous trouvez en effet que dans votre pays, l'engagement politique partisan signifie l'adhésion à un club de corrompus, si vous estimez que l'accès à un poste important dans l'administration publique ou dans une entreprise publique équivaut à l'intrusion dans un monde de requins obsédés par l'enrichissement le plus rapide possible et que vous avez un problème avec cela, si vous avez de bonnes raisons de croire que vos compétences, votre ardeur au travail, votre excitation à l'idée d'apporter quelque chose à votre pays ne vous rapporteront même pas reconnaissance et admiration de vos collègues et de la société, alors votre décision rationnelle consistera à rechercher un emploi au sein des représentations locales des organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales, au sein de grandes entreprises privées à capitaux étrangers, ou à vous installer à l'étranger, là où vous pourrez gagner votre vie confortablement sans devoir tremper dans des malversations ou observer quotidiennement avec dégoût le dépérissement moral de votre société.

L'enjeu d'un investissement aujourd'hui dans des actions collectives en vue d'une rupture dans le fonctionnement des pays africains, ce sont les conditions politiques, économiques, sociales et culturelles dans lesquelles vivront les centaines de millions d'Africains en 2030, 2050 et 2060. De la même manière que ce qui a été fait, et surtout ce qui n'a pas été fait, par les élites dans chacun des pays entre 1960 et 1980 a largement déterminé les conditions dans lesquelles les Africains vivaient en 2010, ce que les élites vieillissantes actuelles ont fait depuis les années 1990 et ce que celles qui sont en train de les remplacer

progressivement vont faire ou ne pas faire dans les années à venir façonnera l'Afrique subsaharienne de 2030 et de 2050.

Lorsque je parle d'élites ici, je n'ai pas en tête les seules élites politiques, administratives, économiques et intellectuelles mais toutes les personnes qui dans chacun des pays de la région sont capables d'exercer une influence particulièrement forte sur l'évolution politique, économique, culturelle, idéologique de la société à laquelle elles appartiennent, quelles que soient les sources de cette influence. Je n'aime pas particulièrement cette catégorisation de la société distinguant « les élites » et « les autres » mais le fait est qu'elle existe, en Afrique comme partout ailleurs.

Les élites en formation qui ont une trentaine ou une quarantaine d'années en 2014 ont trois décennies devant elles pour changer la trajectoire de leurs pays respectifs. Elles seront collectivement comptables du grand bond en avant, de la stagnation ou du grand saut en arrière que chacun des pays aura fait d'ici là. La question qu'il me semble nécessaire de se poser alors est de savoir si le simple renouvellement naturel des élites suffira à garantir un meilleur avenir pour les centaines de millions d'enfants et d'adolescents d'Afrique subsaharienne d'aujourd'hui. Presque partout, n'en déplaise aux élites qui font tout pour s'accrocher le plus longtemps possible à leurs positions politiques, administratives, économiques, traditionnelles et même religieuses, le renouvellement se fera. Nous finissons tous par mourir. Nous finirons tous par mourir. Même ceux qui se prennent pour des demi-dieux.

Les nouvelles élites auront en moyenne un niveau d'éducation et de formation supérieur à celui de leurs prédécesseurs. Elles seront également en moyenne plus informées et ouvertes sur le reste du monde, ayant souvent étudié en partie à l'étranger ou en tout cas voyagé et ayant grandi avec l'ordinateur, l'Internet et le téléphone mobile. Mais quelles valeurs porteront-elles ? Seront-elles plus ou moins sensibles à l'intérêt général que les générations précédentes ? Seront-elles plus préoccupées que ces dernières par le décrochage économique, éducatif voire sanitaire de millions de leurs compatriotes piégés loin des grandes villes dynamiques ou dans les périphéries urbaines aux allures de bidonvilles ?

La réponse n'est pas évidente. Les jeunes élites actuelles et celles qui sont en cours de formation sont très majoritairement les enfants des élites retraitées ou vieillissantes. Les enfants des élites les plus aisées ont généralement reçu une éducation supérieure dans les universités et grandes écoles d'Europe, d'Amérique et plus rarement d'Asie ou du Moyen-Orient. Une partie significative de ces Africains finit par faire carrière dans les pays étrangers où ils ont été

formés ou dans d'autres en fonction des opportunités qui se présentent à eux. Il s'agit d'une perte incommensurable de ressources humaines qualifiées pour tous les pays africains.

Le mouvement ne fait que s'accélérer avec la mondialisation et malgré les barrières à l'immigration qui n'affectent que modérément les enfants des élites riches. Une autre partie de ces jeunes formés à l'étranger reviennent dans leur pays d'origine pour s'intégrer dans le cercle des élites locales, généralement dans le secteur privé, des organisations internationales intergouvernementales ou non gouvernementales, plus rarement, beaucoup plus rarement, dans l'administration publique et les entreprises et agences publiques.

Les enfants des élites qui disposent de moyens financiers plus limités que ceux du premier cercle font généralement leurs études supérieures dans les meilleures institutions disponibles dans leur pays, dans les pays voisins, ou un peu plus loin en Afrique du Nord, Maroc et Tunisie notamment. Parce qu'ils conservent un lien régulier avec leur pays et leurs réseaux, ces jeunes, une fois diplômés, peuvent rejoindre aisément les cercles des nouvelles élites politiques, administratives et économiques locales. Qu'ils soient issus de familles riches ou juste aisées, ils ont dans tous les cas été moulés dans l'éducation morale reçue de leurs parents et dans celle qui transpire de leur environnement social.

Il n'y a pas de déterminisme en la matière. Tous les enfants d'élites africaines corrompues et égoïstes ne sont pas de futures élites corrompues et égoïstes. Tous les enfants d'élites africaines intègres ne sont pas de futures élites intègres. Même si on peut penser que les premiers ont en moyenne relativement plus de chances d'être corrompus que les seconds en raison des valeurs et des principes transmis par les parents, ou de l'observation au quotidien par les enfants du décalage entre les valeurs professées par leurs parents et les comportements de ces derniers. On peut le penser mais on ne peut certes pas l'affirmer.

Le vrai problème se trouve au niveau des valeurs et des normes de comportement véhiculées par le tissu social. Tout observateur ouest-africain de bonne foi le reconnaîtra : les valeurs de travail, d'empathie, d'honnêteté et de refus de la violence dans la vie publique ont été sérieusement battues en brèche par les gouvernants et ont été progressivement mais sûrement remplacées par l'adoration du « Dieu Argent » et par son corollaire, une morale qui veut que la fin justifie tous les moyens. Dans la phase critique parce que fondatrice de formation des Etats-nations africains dans leurs frontières actuelles, – les six dernières décennies pour beaucoup, les quatre dernières pour les anciennes colonies portugaises –, ce sont les élites les plus cupides qui se sont trop souvent imposées.

Il n'y a hélas aucune raison pour que l'arrivée de nouvelles élites suffise à régénérer les valeurs piétinées par leurs prédécesseurs, à assainir les pratiques qui gouvernent le jeu politique, à cesser de faire de certains cercles de pouvoir en Afrique des lieux de distribution de mallettes bourrées de billets de banque à des courtisans et des mafieux impliqués dans toutes sortes de trafics, à décentraliser les mécanismes de prise de décision, à refonder l'organisation et le fonctionnement des administrations et des entreprises publiques pour en faire des pôles de compétences guidés par l'exigence de résultats et la protection de l'intérêt public.

Le système mis en place délibérément ou incidemment par la classe dirigeante de la plupart des pays africains au cours des dernières décennies véhicule des incitations négatives qui continueront à assurer de manière automatique la victoire des élites avides de pouvoir et d'argent sur celles qui ne sont pas allergiques au pouvoir et à l'argent mais aimeraient également contribuer au développement économique et social de leur pays et permettre ainsi à la descendance de leurs compatriotes qui ont eu moins de chances à la naissance de jouir d'une vie meilleure.

Ces incitations créent ce qu'on pourrait appeler un mécanisme de sélection négative. Si la principale condition pour espérer entrer dans le cercle des élites politiques gouvernantes est de déployer des moyens financiers astronomiques impossibles à réunir de manière licite dans le contexte d'économies peu productives, les candidats les plus honnêtes seront systématiquement battus par ceux qui sont prêts à tout. Une fois leur victoire acquise, il est logique que les gagnants travaillent d'abord, sinon exclusivement, à la reconstitution de leur fortune personnelle et à la récompense des forces qui les ont soutenues dans l'ombre.

On peut être cupide tout en étant travailleur et brillant. Un tel système peut générer de temps à autre des élites gouvernantes qui font progresser leur pays dans quelques domaines. Mais il me semble incontestable que les règles actuelles de la compétition politique sur le continent ont tendance à sélectionner insidieusement au plus haut niveau des Etats une trop grande proportion d'élites peu concernées par l'intérêt général. Les autres, ces personnes qui croient que les qualités les plus importantes pour entrer dans le cercle des décideurs sont la compétence, l'ardeur au travail, le sens du service public, finissent par comprendre qu'elles n'ont qu'une chance imitée de survie dans un tel système. Elles n'ont alors que deux options : jeter aux orties leurs convictions et faire ce qu'il faut pour se faire une place, ou jeter l'éponge et sortir du monde impitoyable de ceux qui tiennent les rênes de l'Etat.

La force d'un tel système est de donner des signaux suffisamment clairs pour décourager l'entrée des indésirables dans le jeu. Vous n'entrerez pas dans une compétition si vous êtes convaincus dès le départ que vous serez battus, voire écrabouillés. Nombre d'élites africaines compétentes et honnêtes aujourd'hui vieillissantes et retraitées ont renoncé à défier les systèmes en place après avoir été humiliées, rejetées, marginalisées au cours de leur carrière politique ou administrative. Rien ne laisse penser que leurs enfants – et ceux des autres – n'ont pas déjà fait le choix rationnel de ne jamais essayer de se frotter à tout ce qui concerne la politique et la gestion de l'Etat. Ou celui d'enterrer des valeurs et des principes éthiques qui n'ont attiré que des ennuis à ceux qui ont voulu les porter.

Le scénario le plus probable au cours des prochaines décennies, en l'absence d'un changement profond et visible dans les incitations enchâssées dans les fonctionnements actuels des Etats ouest-africains, est celui d'une poursuite assidue d'une sélection négative des ressources humaines. Les jeunes élites les plus prometteuses de chacun des pays de la région auront de plus en plus tendance à préférer la vie et le travail à l'étranger, là où elles peuvent faire valoir leurs compétences tout en échappant aux pressions, sollicitations, compromissions et menaces qui caractérisent l'environnement politique, économique, social et culturel de leur pays d'origine.

Celles qui choisiront de rester auront toujours davantage tendance à éviter les secteurs d'activité dans lesquels la compétence, la volonté de bien faire, le travail, la créativité et le respect d'une éthique minimale sont davantage des facteurs de marginalisation et de stagnation que des garanties de réussite professionnelle. Beaucoup continueront à se réfugier dans les niches matériellement confortables des organisations internationales, des agences de gestion de projets de développement directement financés par les partenaires étrangers et des quelques grandes entreprises à capitaux privés étrangers. Une petite partie de ces jeunes Africaines et Africains réussira à pénétrer le cercle des élites économiques de leur pays en développant des activités innovantes dans le secteur privé, dans les rares domaines qui ne sont pas complètement contrôlés par des clans solidement installés et protégés de la concurrence de nouveaux entrants par leurs connexions politiques et leur maîtrise des pratiques corruptives.

Devrait-on réellement s'inquiéter de ces perspectives ? Est-ce grave si une proportion toujours plus importante des potentielles élites nouvelles et futures des pays africains trouve le salut dans la carrière et la vie hors du continent ? Est-ce grave si celles qui restent ou reviennent dans leur pays et entendent compter sur leurs seules compétences pour gagner leur vie ont une lourde tendance à ne

jamais considérer une carrière dans le secteur public, et encore moins à s'engager sur le terrain politique décrété irrémédiablement corrompu et dangereux ? Oui, cela pose un sérieux problème. Cela conduit à abandonner chaque jour encore plus le contrôle du champ politique et administratif, c'est-à-dire les rênes des Etats, aux élites qui y viennent pour les mauvaises raisons : se servir de leur appartenance au cercle des décideurs pour s'enrichir vite, considérablement et profiter de privilèges extravagants.

C'est un grave problème pour les pays ouest-africains et africains en général, et plus précisément pour les couches les plus pauvres de la population, parce que ce sont elles qui ont un besoin vital de services publics fonctionnels et de politiques publiques réfléchies et efficaces. Si on abandonne le contrôle politique et économique des Etats aux élites les plus individualistes et cupides, même aux plus brillantes parmi elles, ils connaîtront peut-être des phases de croissance économique remarquable mais il n'y aura aucune chance d'y voir un développement humain partagé et de s'attendre à une réduction marquante des injustices sociales qui empoisonnent déjà et empoisonneront encore davantage la vie quotidienne de chacun et de tous dans les pays africains au cours des années et décennies à venir.

Ce serait une grave erreur pour les résidents des villes ouest-africaines qui sont encore paisibles et plutôt agréables à vivre, de penser qu'il en sera toujours ainsi en l'absence de politiques visant précisément la préservation de cette tranquillité. L'Afrique urbaine qu'on aime, c'est celle où l'on échange chaleureusement les salutations matinales lorsqu'on croise des voisins dans le quartier, celle où on peut marcher sans crainte de se voir agressé dans son quartier et même à des kilomètres de celui-ci. C'est celle où on ne se sent pas obligé de verrouiller sa maison à triple tour dès que l'on rentre le soir du travail, protégé par des gardes privés en uniforme armés de gourdins, ou pire, d'armes à feu. C'est celle où on n'a pas l'impression que des voisins aux revenus cinq, dix ou vingt fois plus faibles que les siens vous veulent du mal, alors qu'ils pourraient avoir des raisons d'être amers et agressifs.

Cette Afrique-là est menacée là où elle existe encore. Rien n'autorise à penser que l'approfondissement continu et accéléré du fossé matériel et intellectuel entre la minorité des élites et la masse de ceux qui stagnent et dont les yeux luisent devant l'accumulation des signes extérieurs d'opulence ne s'accompagnera pas, plus tôt qu'on ne le pense, d'une radicalisation des rapports sociaux, d'une tension permanente entre les classes sociales et d'un niveau de violence au quotidien qui empoisonnera l'existence de tous. Projetez les conséquences sécuritaires d'un approfondissement des inégalités, et ajoutez-y tous les facteurs qui alimentent

déjà l'insécurité et l'instabilité en Afrique de l'Ouest, du terrorisme de Boko Haram au legs préoccupant d'années de crise violente et d'impunité dans plusieurs pays de la région, en passant par les activités des puissants réseaux de criminalité organisée, et vous conviendrez avec moi que le pire est peut-être à venir.

8

Ce que nous pouvons faire ensemble

Voici venu le moment de casser les murs que nous avons érigés à l'intérieur de nos sociétés pour créer des groupes de concitoyens qui ne se parlent plus, ne se connaissent plus, ne se comprennent plus, ne se croisent plus, ne parlent plus la même langue, ne partagent plus de valeur commune et ne croient pas à la possibilité d'un présent et d'un futur construits ensemble. Le moment de casser nos réflexes élitistes. Le moment de nous remettre en cause, nous qui avons eu la chance de naître au sein de familles où on mange à sa faim, où on parle la langue officielle du pays qui est aussi celle des élites, où les parents ont les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école puis à l'université. Nous qui avons la possibilité de voyager, de découvrir le reste du monde, alors que la très grande majorité de nos concitoyens ne peuvent l'imaginer qu'à partir des images que leur renvoient les chaînes de télévision et l'Internet, et qui projettent quelques milliers d'entre eux sur les routes terrestres et maritimes des migrations mortelles.

Voici venu le temps de la remise en cause de nos certitudes tout en assumant et en défendant les valeurs de liberté, de solidarité, de justice, de modération et de respect de la diversité, qui ne sont la propriété d'aucun continent, d'aucune civilisation. Le temps de choisir clairement le camp de celles et de ceux qui ne se contentent pas de rêver d'une autre Afrique de l'Ouest et d'une autre Afrique, mais qui se proposent d'y travailler concrètement, patiemment et résolument. Choisir le camp de celles et de ceux qui ne voient pas seulement les problèmes, les tares, les drames, tous réels et graves, qui assaillent leurs pays et leurs sociétés mais qui apprécient avec la même justesse l'ampleur des efforts accomplis tous les jours par des femmes et des hommes d'un courage et d'une bonne volonté exceptionnels, ainsi que la formidable énergie créatrice des générations actuelles et le potentiel encore plus immense des générations futures.

Rêver à nouveau, en Afrique de l'Ouest et en Afrique, de grandes réalisations collectives. Rêver d'un autre présent, et surtout, d'un autre futur que celui qu'on entrevoit. Rêver la nuit mais se réveiller le jour, et le rester aussi longtemps que possible, pour regarder les sociétés ouest-africaines telles qu'elles sont

aujourd'hui. Se réveiller pour décrypter les tendances politiques, sécuritaires, économiques, sociétales, telles qu'elles se dessinent en prolongeant les réalités du présent et en convoquant toutes les connaissances sans cesse renouvelées par les efforts universels de l'esprit humain, plus accessibles aujourd'hui que jamais. Regarder les réalités de nos pays telles qu'elles sont pour pouvoir concentrer notre énergie, notre temps, notre créativité, notre intelligence collective sur les questions les plus cruciales pour l'avenir, pour celui des dizaines de millions de jeunes qui sont déjà là et pour les cohortes encore plus nombreuses qui les rejoindront au cours des prochaines années.

Penser et agir ensemble pour changer le présent et l'avenir. C'est l'ambition démesurée du WATHI, libre variation sur le thème de waati qui en langue bamanakan ou bambara, évoque le temps. Le temps de l'urgence qui procure l'adrénaline nécessaire à l'action et le temps de la longue durée qui permet de changer le monde en donnant à l'action collective une profondeur et une portée qui transcendent nos ambitions individuelles insignifiantes. Laboratoire d'idées et boîte à outils ouverts aux contributions de toutes les femmes et de tous les hommes concernés par l'état actuel et l'avenir d'une Afrique de l'Ouest qui sait son sort lié à celui de toutes les autres régions du continent, le WATHI est d'abord et avant tout un état d'esprit. Un état d'esprit fait de réalisme, d'idéalisme, de confiance et d'entrain. L'état d'esprit qui permettra de changer l'Afrique sans avoir peur de perdre nos identités plurielles.

Cela semble toujours impossible jusqu'à ce qu'on le fasse
(Nelson Mandela, 1918-2013)

Dakar, 23 décembre 2014.

L'AUTEUR

Analyste politique et économiste, Gilles Olakounlé Yabi a travaillé pendant sept ans comme analyste politique principal puis comme directeur du Bureau Afrique de l'Ouest de l'International Crisis Group, une organisation internationale non gouvernementale qui œuvre pour la prévention et la résolution des conflits armés. Il a dirigé et coordonné la recherche, la formulation des recommandations, le plaidoyer et la communication de Crisis Group dans la région pendant des années marquées par un conflit postélectoral violent en Côte d'Ivoire, des transitions politiques incertaines en Guinée et en Guinée Bissau, la montée de la violence au nord du Nigeria et la crise politique et militaire au Mali menaçant l'ensemble du Sahel.

Titulaire d'un doctorat en économie du développement de l'université de Clermont-Ferrand (France), Gilles Olakounlé Yabi a également été journaliste à l'hebdomadaire Jeune Afrique édité à Paris. Après avoir quitté ses fonctions à l'International Crisis Group en novembre 2013, il a été consultant et chercheur dans les domaines de l'analyse des conflits, de la sécurité et de la gouvernance politique en Afrique de l'Ouest. Il publie depuis quelques années des articles et éditoriaux sur son blog: Le Blog de Gilles Yabi (<http://gillesyabi.blogspot.com>).

Gilles Yabi est à l'origine de la création du WATHI, think tank citoyen, participatif et multidisciplinaire sur les dynamiques ouest-africaines qui commence ses activités en 2015. Animé par des dizaines de femmes et d'hommes profondément attachés à l'Afrique de l'Ouest en particulier et à l'Afrique en général, le WATHI a l'ambition de stimuler la réflexion et l'action collective d'un réseau de plus en plus large de citoyens conscients des défis exceptionnels auxquels font face la région et le continent.



LE THINK TANK CITOYEN
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST